

Appel à articles pour un numéro thématique de la revue *Flux*
**Le rôle des outils de coordination urbanisme/transports collectifs
dans la fabrique politique urbaine**

Responsables :

- Caroline Gallez, IFSTTAR-LVMT
- Juliette Maulat, UMR8504 Géographie-Cités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Olivier Roy-Baillargeon, Institut d'urbanisme, Université de Montréal
- Mariane Thébert, IFSTTAR-LVMT

La question de la coordination de l'urbanisme et des transports collectifs se trouve plus que jamais au cœur des préoccupations et attentes des acteurs de l'aménagement et des transports, comme en témoigne la diffusion des notions de villes et de mobilités durables, d'urbanisme orienté vers les transports collectifs ou de l'objectif de densification autour des gares. Au cours des deux dernières décennies, une grande diversité d'instruments d'action publique ont été élaborés en vue de faciliter l'intégration entre le développement des réseaux de transports publics et l'aménagement urbain, allant de la définition de normes, de principes ou de contrats portant sur l'aménagement des espaces centrés sur les stations du réseau de transports collectifs à des stratégies de récupération de la valeur foncière pour le financement des réseaux. Divers instruments de ce type ont ainsi vu le jour dans différents pays : contrats d'axe et de développement territorial en France, périmètres d'aménagement concerté d'agglomération en Suisse, *Transit-Development Areas* en Grande-Bretagne, quartiers TOD aux États-Unis, programmes *Rail + Property* à Hong-Kong, etc.

Rares sont encore les travaux qui mobilisent l'approche politique pour questionner la mise en pratique et les impacts de ces instruments. C'est pourtant à l'épreuve des situations locales que s'évaluent leurs potentialités et la manière dont ils contribuent à la fabrique des politiques urbaines. Au-delà de la vision standardisée véhiculée par un instrument, c'est à travers les logiques et pratiques des acteurs publics et privés (usagers, entreprises, riverains, associations) que se construit la relation entre urbanisme et transports collectifs.

L'objectif de ce numéro thématique est de réunir des articles analysant le rôle de ces instruments de coordination dans la fabrique des politiques urbaines. Ce rôle politique pourra être envisagé sous l'angle des processus de mise en ordre (actions coordonnées visant à l'atteinte d'objectifs collectifs) ou en désordre de la société urbaine (contestation de normes établies ou de projets), qui s'alimentent mutuellement.

Les propositions pourront développer deux perspectives d'analyse, éventuellement mobilisées de manière complémentaire. La première est celle des conditions d'application de ces instruments, notamment dans leur capacité à intégrer les intérêts divergents des acteurs urbains autour de projets communs. On pourra également s'interroger sur le rôle des acteurs locaux (élus, associations, habitants) dans la contestation des normes imposées par les acteurs nationaux, régionaux ou métropolitains et dans la prise en compte de leurs intérêts. La seconde est celle des impacts de la mise en œuvre de ces instruments sur les pratiques techniques et politiques et sur la réorganisation des institutions politiques territoriales. On pourra à cet effet questionner entre autres leur capacité à faire évoluer les pratiques du projet urbain, à transformer les rapports de force entre les acteurs, voire à favoriser l'émergence de nouvelles institutions participant au gouvernement urbain.

Les propositions sont à envoyer aux quatre responsables sous forme de résumés de 3 500 signes au plus, en français ou en anglais, au plus tard le **16 mai 2014**. Après notification de l'accord du comité d'édition sur la proposition (30 mai 2014), les auteurs devront envoyer leur article (50 000 signes, en français ou en anglais) au plus tard le mardi **30 septembre 2014**, en se référant aux consignes de la revue (<http://olegk.free.fr/flux/homefl1.html>).

Résumés et articles devront être adressés à appel-flux-2014@listes.ifsttar.fr.